

# APPROFONDISSEMENT DU DOMAINE DU VOTE

Episode 2 (14 septembre 2016)



Olivier Durand, association pour la reconnaissance du vote blanc, Frédéric Lefebvre, député LR, Alain Garrigou, politologue, Alexandre Malafaye, directeur de Synopia.

## Un autre électeur est-il envisageable pour le XXI<sup>e</sup> siècle ?

Depuis 1913, si la France a élargi à des catégories de population (femmes, moins de 18 ans, citoyens européens) le droit de vote, elle a gelé le processus devant donner de plus en plus d'importance à l'électeur. En 1913, elle a rendu autonome le citoyen électeur en faisant entrer dans les bureaux de vote l'isoloir et les enveloppes. Mais le développement des partis politiques après 1920 a retiré toute responsabilité à ce même citoyen le jour des élections. Comptons-nous jouer longtemps encore à Hibernatus ou allons-nous enfin donner à l'électeur un réel pouvoir ?

### Olivier Durand :

Commençons par un retour en arrière sur le XX<sup>e</sup> siècle. Alain Garrigou, En janvier 2016, pour Le Monde Diplomatique, vous intituliez votre article « Le troisième âge du suffrage universel » (1). A l'Association pour la reconnaissance du vote blanc, on a l'impression qu'on en est toujours dans le premier âge, qu'il n'y a pas eu de deuxième âge. On peut se dire que depuis 1913, le rôle du citoyen n'a pas changé. Je précise pour les auditeurs que c'est en 1913 qu'a été décidé d'introduire dans les bureaux de vote l'isoloir et l'enveloppe. Depuis, de quoi l'électeur a-t-il pu bénéficier qui lui donnerait plus de pouvoir ? Je serai tenté de dire 'rien' ; on a élargi le droit de vote, accordé aux femmes en 1944, aux 18-21 ans en 1974, à certains citoyens de l'Union européenne pendant les années 1990. Peut-être l'accorderons-nous à tous les étrangers bientôt. On élargit, on élargit, on élargit. Mais tous ces gens qui obtiennent le droit de vote récupèrent un droit de vote assez limité puisqu'il n'a pas évolué depuis plus de cent ans. Avant 1913, on était – comme vous le

dites dans votre article Alain Garrigou – dans une phase d'apprentissage et on est passé à plus d'autonomie après en considérant que l'électeur était assez grand pour entrer dans un isoloir. Mais depuis, pourriez-vous nous donner d'autres avancées pour l'électeur ou sommes-nous restés bloqués ?

**Alain Garrigou :**

En fait, ça a beaucoup bougé paradoxalement mais si on s'en tient au droit, moins en réalité. Quand j'écris 'troisième âge', je vous ferai remarquer qu'il y a un petit peu de fantaisie. Chez le plus grand nombre des humains, le troisième âge est celui où l'on commence à être un peu fatigué. 'Troisième âge' parce qu'il y en a eu un premier, celui de l'apprentissage, qui n'est pas si facile que cela. Quand les électeurs ne savent pas voter, ils doivent remettre leur bulletin au président du bureau de vote pour qu'il le dépose dans l'urne. Ils ne sont même pas capables de faire ce genre de geste. Le deuxième est celui dont vous parliez quand bien des choses sont acquises et qu'on institue en France cet isoloir qui n'est pas qu'un instrument mais qui marque combien on s'adresse à un individu, un individu désocialisé, coupé de ses relations comme les propriétaires fonciers, avec les propriétaires d'usines, qui commandaient les votes. Depuis un siècle à peu près, on peut dire que ça a fonctionné de manière assez bien acceptée, avec des taux de participation à peu près constants, à peu près élevés. Le troisième âge, c'est le nôtre, c'est celui dans lequel nous sommes depuis 1990, où l'on voit une sorte d'essoufflement de ce système, fondé sur l'élection mais ça dépasse l'élection ; c'est celui de la relation entre représentants et représentés. Des symptômes sont assez clairs comme la baisse de la participation dans toutes les élections sauf l'élection présidentielle ou les manifestations multiples de défiance. Face à cela on observe des changements qui ne règlent pas le problème : les primaires par exemple. Dans la situation d'affaiblissement – et on pourrait même employer des mots savants comme déréllection – les solutions adoptées sont extrêmement timides et ne changent pas les choses. Ca n'arrive même plus à cacher et c'est pour cela que pour moi, le troisième âge ce n'est pas celui que nous envisageons. C'est un cycle qui se terminerait et dans ce genre de situation on est un peu démunis. C'est comme changer les règles d'un sport; changer les règles du jeu du football est très difficile, et on voit le conservatisme des instances dirigeantes parce que l'on risque de tout foutre en l'air. Et qu'avons-nous pour que les choses changent alors que l'on en voit manifestement des tas de défauts ? Nous avons les institutions, à commencer par la constitution. Moi qui suis professeur de science politique, je me méfie beaucoup. J'ai tellement entendu parler mes maîtres professeurs et mes collègues, de changement de constitution. Une constitution c'est peut-être l'esprit du géomètre mais ce n'est pas aussi facile que de construire un bâtiment. Ca peut mettre en cause des tas de modifications que l'on n'a pas voulues ; avoir des effets inattendus, voire des effets pervers. C'est donc un problème très difficile. On voit bien quelle timidité, qui n'est pas que dans les institutions politiques mais qui est partout. Dès qu'il s'agit de changer quelque chose, 1) on pense à changer les règles – c'est là que l'on a une prise et 2) dès que l'on pense à changer les règles, c'est à ce moment là que l'on s'aperçoit que cela pose des tas de problèmes. Il suffit de mettre des gens ensemble, arriver avec une idée qui paraît une bonne idée, les avis vont se succéder et au bout d'un moment on ne sait plus où on en est. C'est souvent comme ça, d'ailleurs, que les réformes échouent.

**OD.** Je vais bientôt passer la parole à Frédéric Lefebvre qui se présente à la primaire des Républicains. Est-ce que ce qui fait, Alain Garrigou, que cette situation a été gelée pendant plus de cent ans, c'est l'émergence des partis politiques à partir de 1919 – scission entre la gauche révolutionnaire et la gauche réformatrice qui s'associe au Parti radical – tandis qu'à droite on se trouve avec des partis pas très bien installés ? C'est eux qui vont geler

le pouvoir du citoyen qui doit se contenter de choisir entre les candidats qu'on leur propose.



**AG** : Les partis politiques ont eu depuis leur genèse, autour de 1900 – le parti radical est le premier créé en 1901 – ont à peu près eu la maîtrise du jeu, mais il faut croire que cela convenait suffisamment bien aux citoyens pour qu'ils continuent de voter – je rappelle que sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> républiques, les taux de participations sont au-dessus de 70%. Ça fonctionne.

**OD** : C'est la Guerre froide. Ça veut dire que chacun dans son camp se dit que si l'autre l'emporte ça va être le paroxysme, donc je voterai toujours pour mon camp même si les personnes que j'ai élues la fois précédente n'ont pas été satisfaisantes. Si je suis à gauche, je vote toujours à gauche, si je suis à droite je vote toujours à droite ; en face ce sont les fascistes ou les communistes. Jusqu'en 1991, ceci a tenu les électeurs qui se disaient je vais quand même voter parce que si je ne le fais pas, je trahis mon camp.

**AG** : Oui, et ça fonctionne encore. L'essentiel du vote aujourd'hui, notamment à la présidentielle, c'est le vote 'contre' un candidat.

**OD** : On va y revenir. Frédéric Lefebvre, vous êtes candidat à la primaire LR. Si vous l'emportiez, vous seriez candidat LR pour la présidentielle et vous compteriez sur le parti pour vous soutenir. Comment voyez-vous les partis, notamment l'UMP dont vous avez été le porte-parole, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ?

**FL** : Sur le rôle des partis politiques, je fais partie de ceux qui dénoncent la dérive grandissante des partis politiques qui, à une époque, ont réussi – même si on peut considérer que parfois droite et gauche cela avait quelques aspects artificiels – mais ils arrivaient à créer des possibilités pour les électeurs de se retrouver dans un certain nombre de principes ou de valeurs qui étaient incarnés par ces formations politiques. Une évolution récente a fait que les partis politiques sont devenus des organisations qui veillent à tout faire pour gagner les élections, sans pour autant aborder vraiment les sujets qui intéressent nos compatriotes. On se retrouve ainsi avec un débat public, à droite comme à gauche, animé par la volonté, essentiellement, de divertir le peuple, au sens étymologique du peuple, c'est-à-dire le détourner des enjeux essentiels. C'est ce qui m'a amené à être candidat à la primaire comme vous l'avez rappelé – mais aujourd'hui même la haute autorité vient de rejeter ma candidature pour des questions de recevabilité et je fais un recours – à une primaire qui porte le nom de 'primaire ouverte aux candidats de droite et du centre'. La droite et le centre, ce n'est pas que LR, c'est une multitude de formations politiques plus ou moins importantes, et c'est ceci, à la base, qui est l'objectif des primaires, qui sont la conséquence d'une réforme institutionnelle importante – parce qu'il y en a eu une malgré tout – celle du quinquennat, contre laquelle j'étais. Vous avez rappelé que je suis député des Français d'Amérique du Nord ; à l'époque, y compris dans un ouvrage, j'avais dit les choses très clairement, c'est-à-dire que cela générerait ensuite l'émergence des primaires. Maintenant, il faut faire avec, mais tout ça n'est pas l'essentiel. Selon moi, et ça a été un peu dit tout à l'heure, c'est que nos compatriotes n'ont plus le sentiment du tout – à une époque ils avaient le sentiment tout en regrettant parfois que les

partis politiques soient un peu caricaturaux – que les partis s’occupent d’eux, et souvent malheureusement ils ont raison. La droite et la gauche, ce clivage qui a structuré toute la vie politique de notre pays pendant très longtemps ne veut plus dire grand-chose aujourd’hui pour beaucoup de gens. Vous avez les deux-tiers des électeurs ou presque qui – soit par le vote Front National, comme on l’a vu aux dernières élections régionales, soit par un vote blanc ou nul ou soit par l’abstention, et j’ai conscience que j’additionne des choux et des carottes – ne sont pas prononcés pour des mouvements dits de gauche ni pour des mouvements dits de droite et qui en réalité rejettent ce système. Je pense qu’aujourd’hui, certes il y a la question du vote, avec notamment celle du vote blanc - je fais partie des parlementaires qui le défendent et j’ai déposé une proposition de loi pour demander que le vote blanc soit comptabilisé, mais pas simplement version Guy Carcassonne qui était un ami, mais qu’on en tienne réellement compte dans le résultat. Je suis le premier conscient, et je le dis dans la proposition de loi, que cela amènerait à changer la constitution et que cela pourrait faire que tel ou tel candidat soit élu avec moins de la majorité, mais finalement, c’est la réalité. Moi, je veux que ça soit la réalité. La réalité obligerait les élus à additionner, à rassembler, à écouter les uns et les autres. Alors qu’aujourd’hui, sous couvert d’une soi-disant majorité qui n’est pas une véritable majorité, on finit par avoir des élus qui imposent une politique qui finalement est rejetée par une autre partie du peuple et parfois de leur propre majorité. Ça aboutit à ce système terrible de bascule en permanence, avec des lois qui changent sans cesse, avec une instabilité législative, avec de surcroît des postures sur des sujets. Par exemple, on m’a fait des procès depuis quatre ans, dans ma propre famille politique au point que le président de ma famille politique me menace - surtout aussi parce que j’étais candidat et que j’ai fait valoir un certain nombre de choses qui ne lui ont pas plu - de geler mon investiture - alors que la règle dans ma famille politique est celle de la reconduction des sortants - seulement au prétexte que je respecte la constitution et l’article 27,



que je refuse le mandat impératif, que je veux la liberté de vote – laquelle est défendue par mon groupe politique comme un étendard – ce que l’on me reproche quand je vote tel ou tel texte du gouvernement. Par exemple, cela va vous faire sourire, Benoît Hamon, [ministre dans le premier gouvernement Hollande] qui m’avait succédé, avait repris un texte que j’avais rédigé pour un projet de loi sur la consommation - qu’avait voté, quelques mois auparavant, ma propre famille politique - et mon groupe à l’assemblée me dit qu’il faut que je vote contre, parce que c’est le socialiste Benoît Hamon qui le présente. Aujourd’hui, aucun Français n’est en capacité d’accepter ce type de posture. C’est une loi qui allait dans le bon sens même si elle ne réglait pas tout et je l’ai votée. Il faut un changement d’attitude politique, il faut toucher évidemment aux règles du vote pour que les électeurs aient le sentiment que ce qu’ils pensent et qu’ils veulent exprimer est lisible et qu’on peut le comprendre – ce qui n’est pas le cas aujourd’hui – mais il faut aujourd’hui – permettez-moi de le dire avec beaucoup de force – qu’on ne s’arrête pas là. Je pense qu’il faut changer la gouvernance, utiliser les nouveaux outils de la gouvernance – je propose, y compris pour le vote des parlementaires que, comme au niveau local, si une

majorité d'un tiers le décide les parlementaires puissent voter à bulletin secret sur tel ou tel texte de loi pour voter en liberté au lieu de voter sur consigne, et que l'on ait la possibilité quand on est gouvernant, de s'entourer pendant un an, par tirage au sort, d'un certain nombre d'acteurs, je suis contre la diminution du nombre de parlementaires mais que soient instaurés des quotas parce qu'un des drames de notre pays qui fait que plus personne ne s'intéresse à la politique, c'est la reproduction sociale. Aujourd'hui, donc, c'est un élément parmi d'autres face aux partis politiques qui ne sont plus en capacité de jouer le rôle qui était le leur par le passé, c'est-à-dire de structurer les opinions et les votes. Je suis un humaniste et à ce titre je pense que c'est d'abord aux élus de prendre conscience qu'aujourd'hui les Français n'ont plus confiance en ce ils font. S'ils comprennent cela, peut-être vont-ils imaginer de nouvelles méthodes, de nouveaux moyens pour rendre la décision plus collaborative.

**OD** : Vous parliez de ces postures, naturelles quand on est dans l'opposition et que l'on veut arriver au pouvoir – par exemple ce texte que l'on aurait voté au pouvoir et que quelques mois plus tard on ne vote plus. Est-ce que l'électeur, qui selon moi avait accepté jusque dans les années 89-91 ces jeux - et les refuse à présent parce qu'il se sent 'otage', comme vous l'écrivez, Alain Garrigou, dans votre article de janvier 2016. On peut dire qu'un électeur de droite pourra se trouver 'otage' de ces jeux, tout comme au mois de janvier l'électeur de gauche, lorsqu'il y aura toute une série de tractations, pourra ressentir la même chose. Pouvez-vous développer cette idée ?



**AG** : Le grand problème est celui de la maîtrise de l'offre politique. Si certains partis contrôlent complètement cette offre, naturellement elle n'est pas livrée aux citoyens. Les primaires, à certains égards, sont un faux-semblant, c'est ça le problème. J'ai employé le mot 'otage' parce que beaucoup de gens disent qu'ils vont voter parce qu'ils s'y sentent obligés. Pendant longtemps il y avait le devoir moral d'aller voter – ça existe encore – il faut voter parce que la démocratie existe et qu'il faut le faire et il y a aussi beaucoup de gens qui vont voter parce qu'ils ne veulent pas laisser passer un candidat. Souvent, aujourd'hui, on a une offre politique qui ne convient à personne, ce qui est terrible, alors on y va pour dire qu'un des candidats, il ne faudrait vraiment pas que ce soit lui. C'est ce qui s'est passé à la dernière élection présidentielle ; d'après les enquêtes, les explications de vote, le président sortant a compté dans la composition de la majorité, qui disait : « non, celui-ci on n'en veut pas ». L'offre est effectivement catastrophique parce qu'il n'y a pas un renouvellement suffisant, sauf exceptions. Monsieur David Cameron a abandonné la vie politique parce qu'il avait perdu. La France est sans doute le seul pays où on a autant de dirigeants politiques qui ne veulent pas décrocher malgré les défaites. Monsieur Schroeder est parti, Monsieur Blair est parti. Imagine-t-on aux Etats-Unis un candidat à l'élection présidentielle qui se représente après avoir perdu ? C'est une particularité française qui est fâcheuse parce que l'on a pendant 40 ans les mêmes têtes. Comment voulez-vous rêver ? – parce qu'avant tout il faut que la démocratie apporte un peu de rêve et si elle n'en apporte plus, c'est d'une tristesse absolue.

**OD** : Je rebondis sur ces exemples étrangers que vous donnez, Etats-Unis, Royaume-Uni, deux pays qui ont un système électoral très très dur, puisque c'est le bipartisme très strict où l'électeur n'a pas la possibilité de choisir qui va se présenter. Donc malgré cette façon de voir la démocratie chez certains grands hommes politiques de ces pays, la question de la représentation se pose. Pour en revenir au thème d'aujourd'hui qui est l'électeur : quel pouvoir donner aux électeurs au XXI<sup>e</sup> siècle dans les décennies qui viennent, on voit en fait très peu de propositions. Celles qui sont faites concernent les partis : le cumul des mandats, la réduction du nombre de mandats...

**FL** : J'ai donné au contraire des exemples qui concernent l'électeur. Les exemples que vous venez de donner, je n'en parle pas.

**OD** : Le mandat impératif.

**FL** : Ca c'est la liberté de vote des élus. Ce qui est important aujourd'hui, ce sont les exemples du tirage au sort. Quand j'essaie de réfléchir à des moyens de faire de la politique beaucoup plus collaborative – avec Internet, c'est extrêmement simple – je l'ai demandé à plusieurs reprises notamment sur des textes très précis comme la réforme de l'éducation présentée par une ministre alors qu'on voyait qu'il y avait du mécontentement chez presque tous ses interlocuteurs il lui était extrêmement simple de solliciter l'avis sur la réforme de l'ensemble des enseignants. Quand je faisais mon droit constitutionnel, j'étais admiratif de ce qui se passait en Suisse. Et on m'a toujours enseigné que ce n'était pas pour nous, qu'on était un trop grand pays et que l'on avait le référendum, qui en fait est très lourd. La vérité, c'est qu'aujourd'hui on peut avoir une vie avec des votations régulières. C'est une question de volonté. Comme vous avez un certain nombre de démocraties qui, aujourd'hui, se sont mises du côté des citoyens en organisant la carte d'identité numérique, en organisant le vote par Internet. J'ai fait faire récemment un sondage avec Nouveaux Horizons (2) – publié dans *Le Parisien* – qui montre que 73% des jeunes qui s'abstiennent disent que s'il y avait le vote par Internet ils voteraient. Ce n'est pas la seule solution mais on doit lutter contre l'abstention. Pour cela, il faut à la fois rendre les choses plus simples mais il faut en même temps donner la possibilité aux gens qui votent de voir que leur vote est entendu tout en leur donnant d'autres moyens de participer au débat public. Il y a aujourd'hui la même volonté que celle que l'on voit se développer dans l'économie collaborative de la part de citoyens qui veulent participer à leur avenir. On a l'impression que l'on fonctionne comme s'il n'y avait pas ces évolutions technologiques, avec la captation du pouvoir par un petit nombre d'hommes et de femmes politiques qui cherchent, à travers la puissance des partis politiques et y compris la terreur – que j'ai vécue très récemment puisque l'on m'a menacé de geler mon investiture – à le conserver. J'ai appelé ça du terrorisme politique parce que ce n'était pas moi que l'on visait mais ceux qui me soutiennent en leur disant que s'ils continuaient à me soutenir, on leur ferait ce que l'on s'apprêtait à me faire. Ce mode de fonctionnement n'est en rien républicain et surtout il est loin de notre époque et des moyens que nous donnent notre époque. Je pense que c'est ça la vraie révolution que l'on doit mettre en place, une sorte de révolution moderne. Si l'on veut que la reproduction sociale recule dans le pays - laquelle est apparue encore aux régionales où la grande majorité des jeunes candidats ont été choisis uniquement parce qu'ils préparent l'ENA, parce qu'ils ont fait Science-Po ou telle ou telle grande école, et que l'on regarde ce qui se passait il y a 20 ou 30 ans dans le pays lorsque les candidats étaient choisis parce qu'ils étaient agriculteurs, artisans ou enseignants et qu'ils connaissaient un certain nombre de choses – voilà ce qu'il faut faire bouger, ce qu'il faut bousculer.



**OD :** Bousculer, ce n'est pas forcément qu'une question de technique puisque le vote électronique existe déjà dans certaines élections professionnelles et l'on voit que les taux d'abstention battent des records, la participation devient inexistante. Il faudrait qu'il y ait quelque chose derrière et que l'électeur sente que l'élection a du sens. Pendant longtemps on lui a pris le sens de l'élection, les partis comme on l'a dit prenant les choses en main au XX<sup>e</sup> siècle. Pendant longtemps les gens s'en sont satisfaits parce qu'il y avait l'opposition droite-gauche, on était de droite, on était de gauche et on s'y retrouvait mais à partir où les notions de gauche et de droite sont devenues plus floues pendant que les électeurs devenaient des individus aux motivations beaucoup plus difficiles à cerner et eux-mêmes ont de plus en plus de mal à cerner ce qu'ils attendent du pouvoir politique c'est maintenant qu'il faudrait se tourner vers l'électeur et lui dire qu'on va lui donner plus de pouvoir. Et là, je trouve qu'il manque de l'imagination aussi bien chez les universitaires que dans le personnel politique ou d'autres personnes qui veulent réfléchir à la question. Nous, à l'Association pour la reconnaissance du vote blanc, on se retrouve un peu comme des révolutionnaires alors que l'on ne fait que défendre ce que vous avez présenté dans votre proposition de loi en 2015, que le vote blanc devienne un suffrage exprimé. Nous proposons quelque chose de vraiment simple, qui n'a rien d'extraordinaire mais chaque

fois que l'on en parle, chez des universitaires, chez des hommes politiques, chez des éditorialistes de la place parisienne, on nous répond : « que venez-vous faire avec ça ? ce n'est pas possible ».

**FL**: C'est bon signe.

**OD** : Comment expliquer que cette simple mesure, qui ne devrait être que le premier pas soit ainsi rejetée. Ce n'est pas cela qui va changer du jour au lendemain les choses mais une fois que l'on a dit que l'électeur est responsable, qu'il ne va pas faire n'importe quoi, qu'il ne se lève pas le dimanche d'une élection en se disant avec plaisir qu'il va bloquer les institutions, non, qu'il a des problèmes peut-être de chômage, ses enfants à l'école et qu'il espère résoudre cela avec son bulletin de vote, on a effectué un changement non négligeable. Il faut que le lendemain il ait l'impression que son bulletin a pu avoir un sens. S'il a voté pour un candidat qui n'a obtenu que 2% des voix, il comprendra bien que ça ne va pas changer les choses pour lui, si son candidat a plus de voix il aimerait que ça change un peu pour lui et pourtant il finit par se dire qu'on l'a oublié et s'il vote blanc on l'a encore plus oublié parce qu'il n'existe pas. Alain Garrigou, d'où vient la difficulté de réfléchir sur une petite chose aussi simple ? Vous dites dans votre article *Le potentiel subversif du vote blanc* (3) vous dites que c'est le FN qui ne propose jamais le vote blanc. Mais ce que l'on constate, c'est que le grand absent sur le vote blanc, c'est la gauche. La gauche refuse le vote blanc. Sur 18 propositions de loi chez les députés depuis 1990, 16 viennent du centre ou de la droite. Au sénat, il faut aller chercher le sénateur socialiste de l'Aude Roland Courteau – qui connaît Roland Courteau ? Si on reprend toute *l'intelligentsia* de gauche, c'est le vote obligatoire qui les anime et pas le vote blanc. Il vient d'où ce divorce entre la gauche et le vote blanc ?

**AG** : Tout simplement parce que la gauche agit comme organisation. Le problème ce n'est pas que ce soit une organisation de droite ou une organisation de gauche, c'est une organisation. Et ça tend à préserver les intérêts de l'organisation. Il y a un certain Robert Michels (4) qui a écrit ça en 1912. Qui dit organisation dit oligarchie.

**OD** : Côté universitaire, on a le CEVIPOF (5), qui est un institut universitaire pour qui le vote blanc n'est pas un sujet. Je sais que ce sont des gens que vous côtoyez même s'ils ne sont pas dans le même monde que vous. Vous voyez bien qu'entre Nanterre et le CEVIPOF, qui fait l'opinion sur la place publique ? C'est eux.

**AG** : Vous leur accordez beaucoup, ça va leur faire plaisir.

**OD** : On les voit partout.





**AG :** Vous avez parfaitement raison. J'ai écrit un livre qui s'appelle *Les élites contre la république. Science-Po et l'ENA*. Autant vous dire que je n'ai pas été recruté Rue Saint-Guillaume. Nous avons des divisions dans l'université. Bien entendu, ce n'est pas ma tasse de thé intellectuellement. Pour eux, je fais partie des sociologues 'bourdieusiens'.

**FL :** C'est un compliment.

**AG :** Ca permet un certain non conformisme, des idées qui ne sont pas conventionnelles, qui dérangent. Mon métier d'universitaire, ce n'est pas un métier de réformateur. C'est un métier de critique. Mais il y a des moments où on ne peut pas rejeter une offre et j'ai ainsi été mêlé à la réforme des sondages en croyant que jamais le parlement ne ferait quelque chose et du coup j'ai raconté à la presse exactement ce qui s'était passé. Le fait de sortir de la condition d'universitaire comporte un certain nombre de risques. J'ai été pendant six ans en procès avec Monsieur Buisson, après avec Fiducial... donc ne vous étonnez pas si mes camarades universitaires ne sont pas aussi audacieux que cela, je sais ce que cela coûte. Par contre, effectivement, cela ne veut pas dire qu'il ne faut jamais s'en mêler. Il ne s'agit pas de se contenter d'une attitude qu'en religion on appelle le quiétisme : « la volonté de Dieu, laissons faire.. ». Il me semble que la question du vote blanc touche à la question de la maîtrise de l'offre politique. Or, nous sommes dans un système politique en bout de course, c'est une catastrophe. Rien que ce diagnostic fait que j'interviens et on va me dire, comme notamment les sondeurs : « Qu'est-ce que vous proposez ? ». Je leur dis que ce n'est pas mon travail. Mais il y a des limites et on a beau être scientifique, il faut participer au moins minimalement à la vie de la cité. Quand il y a des solutions raisonnables et qui ne sont pas que celles du volontarisme. A l'origine, je suis un sociologue du sport. C'est pour cela que je parlais des règles du jeu, si vous saviez ce que c'est pour changer une

petite règle, comme regarder la vidéo ou changer la dimension des poteaux, cela fait peur, c'est la révolution. Vous avez toujours des objections.

**OD** : Comme il y a eu 30 ans d'objections avant d'obtenir l'isoloir.

**AG** : Vous avez parfaitement raison, Dieu sait ce que l'on allait inventer, alors que maintenant ça fait rigoler. Ca avait été oublié et j'ai exhumé cette histoire (6). On disait que les électeurs paysans n'allaient pas savoir mettre leur bulletin dans l'enveloppe dans le noir de la cabine, avec en plus gros doigts durcis par le travail. Les ouvriers aussi. La mauvaise foi est l'adversaire récurrent. Pour l'histoire du vote blanc, il suffit d'expliquer, tout simplement. Ce n'est pas seulement une manière de redonner de la souveraineté à l'électeur, qui en est dépossédé par le contrôle de l'offre politique par les partis politiques. Jusque dans les primaires – et nous avons ici un acteur de la chose – la dépossession est extraordinaire. Redonner une partie de l'offre aux électeurs me paraît absolument nécessaire aujourd'hui. A la fois pour la légitimité des élus et pour l'efficacité politique. Car s'il y a aujourd'hui une telle méfiance à l'égard de la politique et des politiques, c'est parce qu'il y a une forte impression – et même une certitude – de l'impuissance des politiques. Ils promettent ou ne promettent pas, mais ils n'arrivent pas à faire grand-chose. C'est un problème que l'on retrouve dans les cotes de popularité ou les cotes de confiance aux lendemains d'élections. Aujourd'hui, un président de la République sait qu'il aura une cote de popularité positive pendant trois mois. Et après, c'est le gouffre. Les trois derniers présidents y sont passés. L'état de grâce est une histoire très ancienne. On retrouve exactement les courbes parallèles. On accepte plus ou moins la réalité de cette impopularité mais on la constate régulièrement. Dans les conversations, aux terrasses, on voit bien qu'il y a une défiance à l'égard des politiques qui est extraordinaire et on se dit : « De toute façon, ils ne peuvent rien ». Ce qui est extrêmement grave pour la légitimité de l'ordre démocratique. On voit apparaître cette impuissance face à des rivaux, notamment ce que l'on appelle des puissances privées indépendantes : celles qui fraudent le fisc, les multinationales, les organisations supranationales... Ca fait penser : « A quoi ça sert de voter puisqu'on nous impose des candidats? » C'est la formule de Henri Ford qui construisait des modèles manufacturés – alors qu'avant c'était des artisans qui faisaient des voitures – et qui avait eu un grand succès avec la fameuse Ford T. : « Chacun a le droit de choisir la couleur de la voiture à condition qu'elle soit noire. »

**OD** : Il y a aussi le fait que les candidats sont prêts à dire n'importe quoi pendant une campagne en se disant que, quoi qu'il arrive, il y aura un vainqueur, et ce sera peut-être moi. Et si c'est le cas, comme il a dit des choses qui sont contraires à ses idées il ne les applique pas. On a l'impression qu'il est impuissant mais c'est lui-même qui s'est rendu impuissant pendant sa campagne. C'est pour cela que l'électeur qui est prêt à rejeter la classe politique qui tombe dans ce jeu-là et s'il avait la possibilité de se faire entendre, on pourrait espérer que cela change. Je disais que la gauche est absente de la question du vote blanc puisque l'on a beaucoup plus de parlementaires de droite qui agissent en sa faveur. Mais, Frédéric Lefebvre, j'aimerais que vous m'expliquiez plus ce que vous voyez derrière le vote blanc parce que dans votre proposition de loi de 2015, c'est plutôt vague. Nous, dans l'Association, on peut devenir révolutionnaire quand on envisage quel pourrait être le pouvoir de sanction du vote blanc. Si on en reste à un vote blanc qui annule un tour d'élection quand il obtient plus de 50% des suffrages on peut y aller, ça ne comporte aucun risque, ça ne risque de se produire que tous les 130 ans. En revanche, si on réfléchissait à un seuil un peu plus réalisable sans être trop facilement accessible – le député UMP Jacques Remiller avait proposé un seuil à 30% en 2010 (7). Et je ne sais pas – vous allez me le dire – si vous êtes prêt à réfléchir à un pouvoir de sanction pour le vote blanc qui serait plus abordable que les 50%. Et je suis sûr que si vous étiez candidat à la

présidentielle, ce ne serait pas ceci que vous mettriez en avant parce que même dans votre camp on vous rirait au nez. Ce n'est pas non plus gagné à droite.

**FL** : Non et si je ne le mettrais pas en avant – et d'ailleurs si je ne le mets pas dès maintenant en avant – alors que j'en parle volontiers, c'est que je pense que ce n'est pas la priorité. Je défends cette idée parce que j'ai commencé ma vie politique avec Jacques Chaban-Delmas quand j'étais très jeune et il m'a appris une chose : c'est que pour réformer il fallait additionner. L'avantage du vote blanc, c'est qu'aucun candidat ne peut revendiquer une fausse majorité qu'il n'a pas et on est contraint – en se contentant de le comptabiliser par rapport aux suffrages exprimés – de travailler avec les autres à partir du moment où le résultat sera vraiment lisible. C'est ce que je recherche avant tout dans le vote blanc. Je trouve que la fausse victoire majoritaire tue notre système démocratique. Un président de la République élu avec une majorité arrachée, qui plus est sans tenir compte des votes blancs, va se mettre à imposer à une autre moitié de la France alors même qu'il faut additionner. Cela permettrait – à partir du moment où on a le courage de le comptabiliser vraiment – de donner une lisibilité des opinions des uns et des autres dans le pays, cela permettrait ensuite de construire et d'additionner, et surtout, au-delà de la question même du vote blanc, tout ce que j'ai dit tout à l'heure et que vous avez balayé très rapidement - parce que le vote blanc est votre combat - ce qui pour moi est un arsenal de mesures démocratiques qui peuvent permettre de changer le débat public et la construction de la décision dans un pays comme la France. [*s'adressant à Alain Garrigou*] Tout à l'heure j'ai souri quand j'ai compris pourquoi vous aviez vous-même souri au moment où je parlais de reproduction sociale. Vous avez révélé votre passion pour Bourdieu. Au cours des 122 étapes que je fais au cours de cette campagne des primaires à la Goutte d'Or, à Roubaix, dans un certain nombre d'autres quartiers et que je vais voir des jeunes qui sont à double racine, ce qui me frappe comme inégalité c'est que si vous avez fait Science-Po, si vous avez fait un certain nombre de grandes écoles, si vous avez fait quelques grandes universités, on vous donne dans votre cursus une expérience mondiale. Si vous n'avez pas de diplôme, si vous êtes en apprentissage, si vous avez fait des universités ou des écoles moins reconnues, votre horizon se limite à votre quartier. Quand je m'étais amusé à interroger une trentaine de jeunes qui préparaient le baccalauréat et que je leur demandais ce qu'ils voulaient faire plus tard, ils voulaient tous être acteur social dans leur quartier. C'est ça qui est un drame dans un pays comme la France. Alors même que quand je suis la moitié de mon temps aux Etats-Unis ou au Canada, je vois des pays – c'est la même chose en Asie – qui investissent en Afrique parce qu'ils ont compris que l'Afrique va tirer la croissance mondiale.



Ils cherchent du coup à embaucher, à l'aide de grands fonds d'investissement, de grandes entreprises, des gens à double racine, nous on dore la cage alors qu'il faut ouvrir les portes de la cage. Voilà des changements profonds qu'il faut essayer de mettre en place. Tout ça dépasse très largement la question du vote blanc. C'est important, mais se focaliser uniquement sur le vote blanc et autour du vote blanc tenter d'imaginer le moyen de régler tous les travers de la démocratie, des partis politiques, trouver des moyens de censure, je pense que c'est voué à l'échec et qu'il faut élargir la palette en utilisant les nouveaux modes technologiques. Il faut évidemment tenir compte du vote blanc mais aussi additionner et trouver des dispositifs qui vont permettre d'associer les citoyens à la décision.

**OD** : Je suis tout à fait d'accord avec vous. Le point de désaccord sera que le vote blanc n'est pas secondaire parce que ça concerne la démocratie, comment on change cette démocratie, comment on donne un nouveau visage à l'électeur qu'on ne lui a pas donné depuis le début, comment on le transforme en moteur de notre vie démocratique. Ça peut permettre d'obtenir des majorités qui auront enfin une vraie légitimité et on pourra vraiment réfléchir à tout ce que vous avez dit. Plus de légitimité peut-être dans l'éducation et on pourra réfléchir à donner aux jeunes une plus grande ouverture et de mieux s'impliquer dans la vie du pays et du monde mais il faut d'abord que la démocratie commence à mieux marcher. Si on a un ministre de l'éducation qui est bloqué, tout ça vous ne l'aurez pas. Si on veut lutter contre le chômage, changer le Code du travail, il faut avoir un pouvoir qui a été bien élu. Il faut commencer par le moment où le peuple donne son avis, au moment de l'élection. L'impression que j'ai c'est que, comme ça ne marche pas les élections, comme on voit que Marine Le Pen pourrait gagner l'année prochaine ou bien la fois suivante, on est en train de se dire, surtout à gauche, qu'une élection ça pourrait devenir secondaire. On a Pierre Rosanvallon qui a publié un livre l'an dernier sur le bon gouvernement où on se dit qu'il suffit que le gouvernement fonctionne bien et les élections sont secondaires. On a aussi Myriam Revault-d'Allones qui passe dans tous les médias en ce moment pour dire que la représentation politique est facultative, il faut s'engager

ailleurs. On est en train de désertier le domaine de l'élection. C'est certain qu'après avoir voté il ne faut pas attendre cinq ans pour s'investir à nouveau. Il vaut mieux que les gens soient actifs pendant ces cinq années, mais ils vont de plus en plus dans la rue, ce qui n'est pas le mieux.

**AG** : Non, non.

**OD** : Il vaudrait mieux qu'ils s'investissent autrement. Dans tout cela, le vote blanc est une toute première pierre. Pour bouger, il faut responsabiliser l'électeur et non l'infantiliser.

**AG** : Nous retrouvons un débat canonique. C'est un débat classique de science politique, opposition entre politique incrémentale et politique synoptique. Comment réformer ? On peut réformer tout ensemble ou bien par la politique que l'on appelle des 'petits pas'. C'est un débat qui ne cessera jamais. Il y a des arguments dans les deux. Simplement, l'histoire politique française est une histoire de réformes synoptiques, où l'on rédige une constitution. C'est quand on ne peut pas faire autrement, c'est le drame et quelqu'un comme le général De Gaulle a les moyens de mettre dans la balance le fait qu'il sauve la mise, dans son cas des pelotons d'exécution d'Algérie. J'exagère à peine. Il faudrait être beaucoup plus pragmatique. Bien sûr qu'*a priori* le système politique nécessite un certain nombre de changements. Et après tout, ce n'est pas gênant de commencer pourquoi pas par le vote blanc. C'est la politique du levier ; donnez-moi un levier et je soulèverai le monde. Qu'est-ce que le vote blanc changerait ? Personnellement, je n'ai pas vocation à être politicien, sans le sens péjoratif, j'ai plutôt tendance à être sceptique. Je ne crois pas que le vote blanc détruirait l'ordre social et que nous arriverions à la guerre civile. Par contre, effectivement, sur la question de la restauration d'une dignité citoyenne en permettant de maîtriser l'offre – et c'est ça l'intention et des primaires, qui à ce niveau ne marchent pas bien. Il faut redonner au citoyen un gain de souveraineté, plus de pouvoir et ne pas avoir l'impression de la dépossession. C'est cela le problème de la démocratie en France, le sentiment croissant de dépossession. Le vote blanc, c'est le fait de pouvoir sanctionner et dans les vieilles démocraties il existait le veto. Aux Etats-Unis existe *l'impeachment* ; on sait que ça peut permettre des choses pas très catholiques comme essayer d'empêcher l'exercice d'un président sur des questions d'ordre sexuel. Mais malgré tout, et c'est pourquoi je parlais de monsieur Cameron même si je n'ai pas d'affinités spéciales avec lui, mais la question de la stabilité du personnel politique, en dehors de la question de la reproduction sociale, est fâcheuse. En 2002, lors des candidatures de Jacques Chirac et de Lionel Jospin, un éditorialiste américain avait écrit : « *Vous vous rendez compte, ce sont des hommes politiques qui ont commencé leur carrière politique dans les années 1960.* » Il oubliait, lui, que Georges W. Bush était pour sa part le fils d'un président. La reproduction sociale existe toujours, ne serait-ce que par l'existence des grandes écoles. C'est la question de la confiance. Etre complètement dépossédé, ça amène des gens à être indifférents, à ne plus s'occuper de la chose publique. Ce n'est pas du volontarisme que de dire aux gens qu'ils doivent participer. On sait, par de multiples expériences, que les gens ne participent pas spontanément. L'élection a marché pendant un siècle et plus en France. Le suffrage universel a été adopté par les Français non pas parce qu'ils ont été convaincus par ses vertus. En fait, ils ont été convaincus que ça servait à quelque chose de désigner des représentants. Pourquoi ? C'est sans doute ce qu'on appelle les biens symboliques, comme les biens de salut tels que les idées politiques. Mais il ne faut surtout pas oublier la voie ferrée, la route bitumée, les engrais. Voilà ce qui a permis à la république de triompher. Quand les citoyens sentent de plus en plus manifeste le décalage entre la présentation des candidats politiques et

leur sort concret et que la professionnalisation de la vie politique a des dangers quand elle amène à transformer l'élection présidentielle en une simple affaire de tactique : « Je vais être président quoi qu'en pensent les électeurs, ils vont être obligés de voter pour moi. » Je ne cite pas de nom. On a construit un électeur utile, comme on a construit avec l'isoloir l'individu souverain qui décidait dans sa conscience, affranchi des influences sociales. La politique telle qu'elle est menée actuellement, ce qui ne concerne pas que les élus mais implique aussi les conseillers, a besoin d'interlocuteurs. Et on a construit une réalité, la réalité d'un électeur consommateur, mais un consommateur d'un type particulier. Un consommateur fragile, hésitant, que l'on peut manipuler aisément, la preuve tout ce que l'on va faire avec les sondages. Cela ne veut pas dire que l'électeur concret est comme ça, mais on s'adresse implicitement à lui de cette manière. Il y a eu un petit scandale parce qu'Hillary Clinton a parlé 'd'électeurs pitoyables'. C'est surtout ce qu'il ne faut pas dire quand on est candidat. Mais il est évident que la réalité de l'entreprise politique c'est trop peu de considérer les électeurs avec leurs problèmes concrets mais plutôt comme des atomes manipulables. Et ça, ça a des effets sur la perception. Un grand élément de la réussite de la démocratie en France, ça a été la conquête de la dignité. Penser que sous la III<sup>e</sup> République, quand on était condamné pour une raison de droit pénal, on était retiré des listes électorales. Et des électeurs voulaient absolument voter parce qu'ils disaient si je ne vote pas, on va croire que j'ai été condamné. D'une certaine façon, c'est toujours vrai aujourd'hui. Et on voit des gens qui ne connaissent pas vraiment la politique et qui s'en remettent à des élus qui votent parce que ce jour-là ils accèdent à la dignité citoyenne. Ça a été même un des ressorts de l'instauration des régimes représentatifs dans des pays africains, par exemple quand on voit les mau-mau qui tiennent le bulletin au bout d'un bâton. C'est un signe de noblesse que de tenir quelque chose d'important au bout d'un bâton. Si les électeurs d'aujourd'hui ne voient plus l'intérêt parce que ça ne leur amène plus de chemin de fer ou de route ou autre et que face à d'autres puissances les Etats sont dépossédés, on ne voit pas l'utilité de voter et on perd quelque peu de sa dignité de citoyen.



**OD** : C'est bien de terminer avec la dignité de l'électeur. C'est ceci qui est à retrouver au XXI<sup>e</sup> siècle, la dignité de l'électeur, qui n'a peut-être jamais eu lieu, les gens qui dirigent

ne l'ont jamais considéré comme un être digne. Il faudrait qu'un jour on le fasse et à c'est à ce titre que la question du vote blanc n'est pas aussi insignifiante que cela. Le jour où on sera capable de dire à une population, « vous êtes digne d'avoir une opinion et même si elle ne nous plaît pas on considère qu'elle est digne ». Et non pas : « Vous êtes des enfants et quand vous votez n'importe comment vous êtes de idiots », ce qui est le discours général des gens qui pensent en France, on aura fait progresser la pratique démocratique en France On voit qu'il y a du travail à faire en France pour l'électeur parce que je crains que le vote blanc ait bien 50 ans devant lui pour peut-être un jour être accepté à un vrai niveau mais peut-être ce genre de débat comme aujourd'hui y parviendra. C'est pourquoi je remercie Alain Garrigou d'être venu, Frédéric Lefèvre d'y avoir consacré du temps.

**FL** : Un mot très court pour rebondir sur ce que vous avez dit. Il y a un mot que j'aime beaucoup aux Etats-Unis qui est : repossession. J'ai d'ailleurs écrit une tribune qui s'intitule : 'repossession démocratique' parce que je fais la même analyse que la vôtre. Je ne dis pas du tout que le vote blanc est insignifiant, la preuve j'ai déposé une proposition de loi sur le sujet, j'en parle, je le défends régulièrement et vous ne m'auriez pas invité si ce n'était pas le cas. Je vous trouve très pessimiste quand vous dites qu'il faudra attendre cinquante ans. Pour moi, c'est d'abord une mesure technique, qui peut avoir des conséquences. Mais je crains toujours que l'on puisse présenter telle ou telle mesure comme la panacée et la solution à tous les problèmes. Ce que je pense et ce que j'ai essayé de dire depuis tout à l'heure, c'est ce que j'ai écrit dans ce texte « Repossession démocratique » (8). Je pense que le vote blanc est un outil important mais il y a d'autres outils et c'est cette palette de nouveaux outils adaptés à l'époque qui permettra de remplir l'objectif qui est le vôtre – et j'aime vous voir avec cette énergie pugnace permettre aux citoyens de retrouver sa dignité et le sens finalement du mot citoyen mais ce n'est pas simplement le vote blanc.

**OD** : Nous espérons que si un candidat de droite gagne l'élection en 2017 et que vous soyez toujours député, que vous n'ayez pas été empêché de siéger dans la prochaine magistrature, que vous continuerez votre combat. Quant à nous, nous disons toujours, 'rien ne sert de combattre l'abstention, il faut faire renaître la participation'.

(1) Le Monde diplomatique, 19 janvier 2016

(2) Voir *Les secrets de l'isolement*, Alain Garrigou, Editions Thierry Magnier, Paris, 2008.

(3) Proposition de loi du 1<sup>er</sup> avril 2010.

(4) *Le potentiel subversif du vote blanc*, blog du Monde diplomatique, 9 avril 2014

(5) Voir *Les partis politiques*, Robert Michels, Champs Flammarion, Paris, 1971

(6) Centre de recherches politiques de Sciences Po.

(7) Think tank créé par Frédéric Lefebvre en 2012.

(8) *Pour une 'repossession démocratique' en urgence*, Huffington Post, 5 avril 2016.

